

**OGEC SAINT ANDRE**

**12, Avenue Léon Gourdault**

**94600 - CHOISY LE ROI**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE  
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

7, BD DU M<sup>AL</sup> GALLIENI  
77400 LAGNY S/MARNE

TEL. : 01 60 07 32 32  
TELECOPIE : 01 64 02 33 79  
E-MAIL : [ceeca@ceeca.fr](mailto:ceeca@ceeca.fr)  
[www.ceeca-expert-comptable.fr](http://www.ceeca-expert-comptable.fr)

A l'Assemblée Générale de l'Association OGEC SAINT ANDRE,

## **1. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 10 Janvier 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OGEC SAINT ANDRE relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **2. FONDEMENT DE L'OPINION**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler.

/...

W

.../

### **3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. VERIFICATION SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

### **5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

.../

u

/...

## **6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 21 Janvier 2025  
Pour la C.E.E.C.A.



B. LE MENTEC,  
Commissaire aux Comptes

## DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



ACTIF	Exercice 31/08/2024			Exercice 31/08/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 167,44	9 704,54	4 462,90	9 185,38
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	2 457 532,16	64 209,87	2 393 322,29	42 685,72
Constructions	11 655 430,29	3 060 068,47	8 595 361,82	1 320 974,88
Installations techniques, matériel et outillage industriels	169 483,78	76 718,38	92 765,40	86 661,31
Autres immobilisations corporelles	3 353 196,83	1 372 894,12	1 980 302,71	258 589,91
Immobilisations corporelles en cours	214 258,88	-	214 258,88	10 791 835,63
Avances et acomptes	-	-	-	-
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>	-	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres	2 891,45	-	2 891,45	2 891,45
<b>Total I</b>	<b>17 866 960,83</b>	<b>4 593 593,38</b>	<b>13 283 367,45</b>	<b>12 612 824,88</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	16 605,00	-	16 605,00	-
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 102,46	-	5 102,46	571,50
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	159 738,34	-	159 738,34	44 700,86
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	856 653,12	-	856 653,12	1 391 975,89
Charges constatées d'avance	223 071,96	-	223 071,96	229 431,44
<b>Total II</b>	<b>1 261 170,88</b>	<b>0,00</b>	<b>1 261 170,88</b>	<b>1 668 679,89</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Écarts de conversion actif (V)	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>19 128 131,71</b>	<b>4 593 593,38</b>	<b>14 544 638,33</b>	<b>14 179 503,97</b>

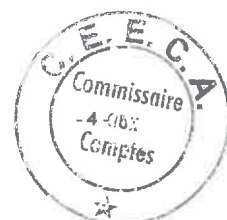


PASSIF	Exercice 31/08/2024	Exercice 31/08/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 431 285,25	1 944 312,58
Autres		
Report à nouveau	712 534,43	712 534,43
Excédent ou déficit de l'exercice	460 983,47	486 972,67
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>3 604 803,15</b>	<b>3 143 819,68</b>
<i>Fonds propres consommables</i>		
Subventions d'investissement	137 401,65	35 290,83
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>3 742 204,80</b>	<b>3 179 110,51</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>	-	-
<i>Fonds dédiés</i>	-	-
<b>Total II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	-	655 736,00
Provisions pour charges	490 504,00	487 294,00
Provisions pour pensions et obligations similaires		
Autres provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>490 504,00</b>	<b>1 143 030,00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 606 818,78	8 686 387,68
Emprunts et dettes financières diverses	4 841,57	4 339,56
Avances et acomptes reçus	117 780,13	104 084,25
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	143 292,67	354 827,91
<i>Dettes des legs ou donations</i>	-	-
Dettes fiscales et sociales	133 962,11	130 061,53
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	285 562,00	574 557,43
Autres dettes	14 938,00	13 218,00
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	4 634,27	9 887,10
<b>Total IV</b>	<b>10 311 829,53</b>	<b>9 857 363,46</b>
Ecarts de conversion passif (V)	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>14 544 538,33</b>	<b>14 179 503,97</b>

Dont Dettes à - 1 an

1 188 718

1 517 225



COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/08/2023	Exercice 31/08/2024	Budget 24/25
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations	-	-	
Ventes de biens et services	34 954,22	39 859,56	42 968
Ventes de biens	-	-	
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	2 489 806,51	2 746 196,69	2 917 767
Ventes de prestations de service	-	-	
Participation des familles	-	-	
Produits des activités annexes	-	-	
Production stockée	-	-	
Production immobilisée	-	-	
Produits de tiers financiers	1 291 421,45	1 337 306,62	1 371 578
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-	
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	-	-	
Subventions d'exploitation	-	-	
Versés des fondateurs ou cons de la dot/concomptable	-	-	
Ressources liées à la générosité du public	-	-	
Dons manuels	-	-	
Mécénats	-	-	
Legs, donations et assurances-vie	-	-	
Contributions financières	352 043,55	7 843,18	3 783
Rapprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	-	-	
Utilisations des fonds dédiés	43 485,42	43 915,30	43 730
Autres produits	-	-	
<b>Total I</b>	<b>4 211 511,15</b>	<b>4 175 124,25</b>	<b>4 379 737</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises	2 525,45	1 818,51	1 500
Variation de stock	-	-	
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	-	
Variation de stocks	-	-	
Autres achats et charges externes	1 571 566,34	1 814 716,00	1 804 978
Aides financières	-	-	
Impôts, taxes et versements assimilés	136 950,31	134 165,90	65 400
Salaire et traitements	925 582,83	984 311,84	1 029 679
Charges sociales	391 963,65	418 982,85	505 287
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	-	-	
Dotations aux amortissements des immobilisations	190 858,69	624 730,25	608 123
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-	-	
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	224,00	-	-
Dotations aux provisions	350 000,00	3 210,00	-
Rapports en fonds dédiés	-	-	
Autres charges	39 548,98	76 079,33	72 995
<b>Total II</b>	<b>3 802 869,35</b>	<b>4 634 367,86</b>	<b>4 082 990</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>608 641,80</b>	<b>140 736,69</b>	<b>296 777</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participations	-	-	
D'autres VMP et créances de l'actif immobilisé	8 630,59	7 114,86	8 257
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	
Rapprises sur prov., et transferts de charges	-	-	
Différences positives de change	-	-	
Produits nets sur cessions de VMP	-	-	
<b>Total III</b>	<b>8 630,59</b>	<b>7 114,86</b>	<b>8 257</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.	-	-	
Intérêts et charges assimilées	115 629,18	166 802,90	155 119
Différences négatives de change	-	-	
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-	
<b>Total IV</b>	<b>115 629,18</b>	<b>166 802,90</b>	<b>155 119</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>- 108 998,59</b>	<b>- 159 688,04</b>	<b>- 146 862</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>499 543,21</b>	<b>- 18 951,45</b>	<b>149 915</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion	3 713,72	50 000,00	-
Sur opérations en capital	-	-	
Rapprises sur prov., et transferts de charges	-	655 736,00	-
<b>Total V</b>	<b>3 713,72</b>	<b>705 736,00</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	16 181,62	206 996,70	3 750
Sur opérations en capital	-	15 385,98	-
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.	-	-	
<b>Total VI</b>	<b>16 181,62</b>	<b>224 382,68</b>	<b>3 750</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>- 12 467,90</b>	<b>481 353,31</b>	<b>- 3 750</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	122,64	1 418,39	1 500
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>4 221 855,46</b>	<b>4 887 975,11</b>	<b>4 387 994</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 734 882,79</b>	<b>4 426 981,64</b>	<b>4 243 329</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>486 972,67</b>	<b>460 993,47</b>	<b>144 665</b>
			<b>25 989</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature	-	-	
Prestations en nature	319 455	342 526	
Bénévoles	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>319 455</b>	<b>342 526</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature	-	-	
Mises à disposition gratuite de biens	319 455	342 526	
Prestations en nature	-	-	
Mises à disposition gratuite de biens et service loyer	-	-	
Personnel bénévoles	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>319 455</b>	<b>342 526</b>	



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

### SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS D'UN OGEC

#### I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

#### II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

#### III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subventions d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

#### IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Ventilation du chiffre d'affaires
- 4) Effectif employé pendant l'exercice
- 5) Rémunération des dirigeants
- 6) Honoraires des commissaires aux comptes
- 7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice



8) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

<b>TABEAU I</b>	Tableau des mouvements des <b>immobilisations</b>
<b>TABEAU II</b>	Tableau des mouvements des <b>amortissements</b>
<b>TABEAU III</b>	Tableau des mouvements des <b>dépréciations d'éléments d'actif</b>
<b>TABEAU IV</b>	Etat des <b>échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties</b>
<b>TABEAU V</b>	Tableau des <b>valeurs mobilières de placement</b>
<b>TABEAU VI</b>	Tableau de variation des <b>fonds propres</b>
<b>TABEAU VII</b>	Tableaux de suivi des <b>subventions d'investissement</b>
<b>TABEAU VIII</b>	Tableau des mouvements des <b>provisions</b>
<b>TABEAU IX</b>	Tableau des mouvements des <b>fonds dédiés</b>
<b>TABEAU X</b>	Tableau des engagements pris en matière de <b>crédit-bail</b>
<b>TABEAU XI</b>	Tableau de détail des <b>concours publics et subventions</b>



## ANNEXE

### I. INFORMATIONS GENERALES

#### 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

- Nom : **OGEC SAINT ANDRE DE CHOISY LE ROI**
- Adresse : **12, avenue Léon Gourdault – 94600 – CHOISY LE ROI**

- Date de création : **03 octobre 1951**

#### • **Objet social (article 3 des statuts) :**

« L'organisme de gestion (OGEC) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, *« l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé ».*

L'OGEC pourra se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance ».

- **Description de la nature et du périmètre des activités réalisées :**



**Année scolaire 2023-2024 :**

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire Enseignement secondaire : collège, lycée général	Restauration scolaire Etude surveillée Garderie

Nombre de classes : 40

Nombre d'élèves : 1 281

• **Moyens mis en œuvre :**

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : effectif = 69
- Personnel salarié Ogec : 20.90 ETP (contre 20.83 en n-1)
- Personnel bénévole : aucun

- surface globale : 5 457 mètres carrés

- modalités d'occupation :

- **contrat de commodat** du 1<sup>er</sup> septembre 1981 à titre gratuit, en échange de la prise en charge des frais incombant au propriétaire. Ce contrat a pris fin au 31/07/2024. Un nouveau bail est en cours de négociation.
- concerne l'ensemble des terrains et locaux sis :
  - 3 rue Ledru Rollin (maternelle)
  - 12 rue Léon Gourdault, (yc maison du 5 rue Ledru Rollin)
- Propriétaire : Congrégation des Filles de la Croix

Par ailleurs, l'OGEC est propriétaire des emplacements et constructions suivants :

- 7 rue Ledru Rollin, sur lequel le bâtiment du Lycée a été construit en 2009 ;
- 8 et 10 rue Léon Gourdault, recevant la construction de l'école primaire

**2) Faits marquants de l'exercice :**

L'OGEC a finalisé les travaux de grande envergure entrepris les années précédentes afin de restaurer et développer l'établissement sur les terrains dernièrement acquis.

**3) Evènements postérieurs à la clôture :**

Evènements survenus postérieurement à la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'assemblée générale, mais n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture et ne nécessitant donc pas d'ajuster les comptes de l'exercice clos : aucun



## II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

### 2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2023 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

### 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Il n'y a aucune dérogation :

- Au principe de l'image fidèle,
- Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels,
- A la durée de l'exercice comptable

### 4) Changements comptables :

Il n'y pas eu de :

- Changements de méthode comptable
- Changements d'estimation, changements de modalités d'application
- Corrections d'erreurs

## III. NOTES SUR LE BILAN :

### 1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.



**Taux d'amortissement habituellement pratiqués**

<b>Immobilisation ou composant</b>	<b>Durée d'amortissement</b>	<b>Taux d'amortissement linéaire correspondant</b>
Structure (gros œuvre)	40 à 50 ans	2 à 2.5 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 ans	5 %
Installations générales et techniques	15 ans	6,66 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 20 ans	5 à 10 %
Equipement de restauration	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans	10 à 33.33 %
Mobilier scolaire	5 ans	20 %
Matériel et équipements pédagogiques	4 à 10 ans	10 à 25 %
Matériel informatique	5 ans	20 %
Logiciels	3 ans	33,33 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

**2) Dépréciations d'éléments d'actif :**

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**3) Echéance des créances et des dettes :**

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

**4) Evaluation des valeurs mobilières de placement :**



Il n'y a aucune valeur mobilière de placement au 31/08/2024.

En application du plan comptable général (art. 833-8), pour les valeurs mobilières de placement (qui sont des éléments fongibles de l'actif circulant), l'annexe doit mentionner la différence entre l'évaluation figurant au bilan et celle qui résulterait des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

En cas de moins-value latente, une dépréciation doit être constatée.

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

#### **5) Fonds propres :**

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

#### **6) Subventions d'investissement :**

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

#### **7) Provisions :**

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

##### ***Provision pour risques***

Dans le cadre des travaux de construction de l'Ecole, une provision pour risques de 656 K€ avait été constituée suite à un litige né d'une rupture de contrat avec un entrepreneur : le litige a été clos sur l'exercice, avec un versement définitif de 201 066



€, figurant en charge exceptionnelle ; en regard, la totalité de la provision a été reprise en produits exceptionnels.

**Engagements de retraite :**

Conformément à l'article L. 123-13 du Code de Commerce, nous vous informons sur le montant des engagements de l'association au titre des indemnités de départ à la retraite qui s'élèvent à 90 504 € (dette actuarielle).

Cet engagement a fait l'objet d'une provision.

Les hypothèses retenues pour évaluer le montant de l'engagement de retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : TV 88/90
- Taux d'actualisation : 3.84%
- Initiative du départ : Salarié
- Méthode de calcul : ANC 2021
- Etendue de l'étude : IFC

Enfin, il est conservé une provision destinée à couvrir les charges de mise aux normes d'accessibilité pour les personnes handicapées, figurant au passif du bilan à hauteur de 400 K€ ; cette provision n'a fait l'objet d'aucun ajustement sur l'exercice (elle avait été ajustée au 31/08/2023 pour prendre en compte les travaux réalisés).

**8) Fonds dédiés :**

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

Aucun fonds dédié ne figure au bilan de l'OGEC au 31/08/2024.

**9) Passifs éventuels :**

- Aucun passif éventuel à mentionner n'a été identifié. Les risques estimés sont tous provisionnés.

**IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :**

**1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :**

Les cotisations A.P.E.L. collectées puis reversées sont comptabilisées dans des comptes de charges et de produits.

**2) Information sur les concours publics et les subventions :**

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie



de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

### 3) Effectif employé pendant l'exercice :

	Femmes	Hommes	Total
Cadres	5	6	11
Agents de maîtrise	1	0	0
Employés	15	8	24
Total	21	14	35

### 4) Rémunération des dirigeants :

Au titre de l'exercice, l'Ogec n'a versé à ses dirigeants aucune rémunération.

### 5) Honoraires des commissaires aux comptes :

Contenu de la rubrique :

Montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice relatifs à la certification des comptes : **5 000 €**

Il n'a pas été fourni d'autres services.

### 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Les charges constatées d'avance (actif) sont composées de charges avancées pour les exercices ultérieurs, pour une somme de 223 071 €, dont 61 K€ d'étalement d'assurance décennale.

Les produits constatés d'avance (passif) sont composés de produits reçus au cours de l'exercice N et imputables à l'exercice N+1 uniquement, pour une somme de 4 634 € (voyage au ski 24/25).

### 7) Charges et produits exceptionnels :

- **Produits exceptionnels : 706 K€**



Il s'agit :

- A hauteur de 656 K€, de la reprise de provision sur un litige résolu dans l'exercice : la charge définitive figure en charges exceptionnelles à hauteur de 201 k€
- Pour 50 000 €, d'un leg dont l'association a bénéficié sur l'exercice

- **Charges exceptionnelles : 224 K€**

Elles se composent principalement de :

- 201 k€ : charge définitive liée à un litige dont la provision a été reprise à 100 % pour 656 k€ ;
- 15 k€, de la valeur nette comptable d'immobilisations sorties pendant l'exercice.

## V. AUTRES INFORMATIONS

### 1) Informations sur les transactions avec des contreparties :

Aucune convention visée à l'article L. 612-5 du code de commerce (« convention réglementée ») n'a été identifiée.

### 2) Engagements financiers donnés et reçus :

- **Avals, cautionnements et garanties donnés / reçus :**

- Emprunt Caisse d'Epargne = 750 000 € :

- reste du 609 K€ au 31/08/2024
- Caution de la Compagnie Européenne de Garantie, à hauteur de 75 % des montants à rembourser.

- **Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes (TABLEAU IV). :**

- **Emprunt BNP 2009 (2.3 M€)**

- HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE = 2 300 000 €
- Reste dû 471 k€ au 31/08/2024

- **Emprunt CE = 4 M€**

- Solde dû au 31/08/2024 : 3 859 K€



Il y a eu en 2022 consolidation d'un premier prêt de 2 M€ dans ce nouveau prêt de 4 M€ ; une hypothèque conventionnelle non rechargeable de rang 1, sans pacte commissaire, a été inscrite lors de ce premier prêt, à hauteur de 2 M€.

Pour le surplus : la Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions (CEGC SACCEF) est caution solidaire à hauteur de 50 % du prêt, soit 2 M€

- **Emprunt Banque Postale = 4 M€**

- Solde du au 31/08/2024 : 3 928 K€

Hypothèque conventionnelle de 3<sup>ème</sup> rang sur la parcelle cadastrée section K numéro 64 et de 1<sup>er</sup> rang sur la parcelle cadastrée section K numéro 65, pour un montant de 4 000 000 €.

- **Autres garanties :**

- **Emprunt CE ( 900 K€)**

- reste du = 676 K€ au 31/08/2024
- ce prêt est assorti d'un privilège du prêteur de deniers de rang 1, sans pacte commissaire, pour la totalité du prêt.

### **3) Engagements pris en matière de crédit-bail :**

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).

Notre établissement n'a conclu aucun contrat de crédit-bail.

### **4) Contributions volontaires en nature :**

- Contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes :

L'OGEC n'a pas identifié d'interventions significatives de ce type.

- Contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité : NEANT

L'OGEC constate en pied de compte de résultat l'équivalent loyer résultant du commodat existant avec la Congrégation des Filles de la Croix.

- Contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services : NEANT

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2024 pour un montant de 342 526 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).



L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux.

Il est calculé en tenant compte de l'évaluation du loyer à l'origine du contrat (1 020 000 francs en 2003 – indice de référence 1011 = 1T2003), réajusté annuellement en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction (2227 au 1T2024).



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	25 579	-	-	11 412	-	14 167	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
	<b>TOTAL I</b>	<b>25 579</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 412</b>	<b>-</b>	<b>14 167</b>	<b>-</b>
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	106 468	2 351 064	-	-	-	2 457 532	-
	Constructions	2 648 327	4 071 830	-	-	1 215 315	7 935 472	-
CORPORELLES	Sur sol d'autrui	1 215 315	2 700 220	-	-	-1 215 315	2 700 220	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	147 403	104 469	-	73 903,87	307 119	485 087	-
	Installations générales, agencements, aménagements	1 605 778	2 722 933	-	306 175	242 804	3 779 933	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations corporelles	268 068	30 269	-	161 658	41 951	178 630	-
	Matériel de bureau et informatique	240 231	9 847	-	44 842	-106 467	98 769	-
	Mobilier	-	-	-	-	-	-	-
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	10 791 836	214 259	-	10 791 836	-	214 259	-
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-
FINANCIERES	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-	-
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)	-	-	-	-	-	-	-
	<b>TOTAL II</b>	<b>17 023 426</b>	<b>12 204 890</b>	<b>-</b>	<b>11 378 415</b>	<b>0</b>	<b>17 849 902</b>	<b>-</b>
	Participations et créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-	-
SAINT ANDRE	Prêts et autres immobilisations financières	2 891	-	-	-	-	2 891	-
	<b>TOTAL III</b>	<b>2 891</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 891</b>	<b>-</b>
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>17 051 897</b>	<b>12 204 890</b>	<b>-</b>	<b>11 389 826</b>	<b>0</b>	<b>17 886 960</b>	<b>-</b>

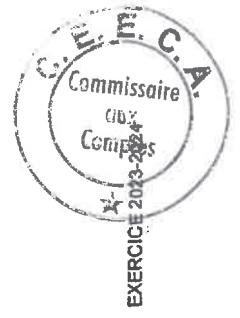
TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements antérieurs aux éléments sortis de l'actif et repris	Virement de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations révaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	10 394	4 722	11 412	-	9 704	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
TOTAL I		10 394	4 722	11 412	-	9 704	-
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	59 753	5 457	-	-	64 210	-
	Constructions	1 502 439	198 444	-	1 121 626	2 823 509	-
	Sur sol d'autrui	1 121 626	77 342	-	-1 121 626	77 342	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	60 742	16 749	772	0	78 719	-
	Installations générales, agencements, aménagements	1 384 089	278 403	327 405	0	1 335 065	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations corporelles	170 571	36 571	138 712	0,00	69 430	-
	Matériel de bureau et informatique	224 449	4 042	100 808	0,00	127 583,04	-
	Mobilier	-	-	-	-	-	-
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-	-	-	-
TOTAL II		4 522 679	620 008	568 798	-	4 573 889	-
TOTAL GENERAL (I + II)		4 539 073	624 730	580 210	-	4 583 593	-



**TABEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ACTIF (TABLEAU III)**

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				
	• Incorporelles	-	-	-	-
	• Corporelles	-	-	-	-
	• Financières	-	-	-	-
	Stocks et en-cours	-	-	-	-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	224	-	224	-
	Autres créances	-	-	-	-
DOTATIONS ET REPRISES	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>224</b>	<b>-</b>	<b>224</b>	<b>-</b>
	d'exploitation				
	financières		-	-	-
	exceptionnelles		-	-	-



SAINT ANDRE DE CHOISY LE ROI

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SURETES REELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances	2 891	-	2 891
<b>Sous-total créances de l'actif immobilisé</b>	<b>2 891</b>	-	<b>2 891</b>
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 102	5 102	-
Créances reçues par legs et donations	-	-	-
Créances sociales et fiscales	5 089	5 089	
Autres créances	154 649	154 649	
<b>Sous-total créances de l'actif circulant</b>	<b>164 841</b>	<b>164 841</b>	-
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>167 732</b>	<b>164 841</b>	<b>2 891</b>

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SURETES REELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 606 819	606 121	2 087 323	6 913 374	3 200 000
Emprunts et dettes financières divers	4 842	4 842	-	-	-
<b>Sous-total dettes financières</b>	<b>9 611 660</b>	<b>610 963</b>	<b>2 087 323</b>	<b>6 913 374</b>	<b>3 200 000</b>
Dettes fournisseurs	143 293	143 293	-	-	-
Dettes des legs et donations	-	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	133 962	133 962	-	-	-
Dettes sur immobilisations	285 562	285 562	-	-	-
Autres dettes	14 938	14 938	-	-	-
<b>Sous-total autres dettes</b>	<b>577 755</b>	<b>577 755</b>	-	-	-
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>10 189 415</b>	<b>1 188 718</b>	<b>2 087 323</b>	<b>6 913 374</b>	<b>3 200 000</b>

SAINT ANDRE DE CHOISY LE ROI

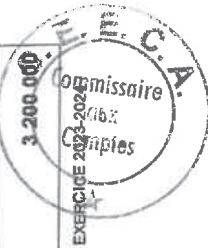


TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)		à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	

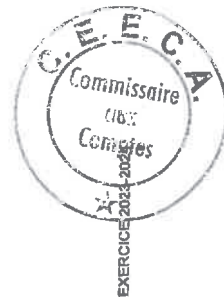
NEANT



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	1 944 312,68	486 972,67	-	-	2 431 285,25
Report à nouveau	712 534,43	-	-	-	712 534,43
Excédent ou déficit de l'exercice	486 972,67	486 972,67	460 983,47	-	460 983,47
Situation nette (sous-total)	3 143 819,68	-	460 983,47	-	3 604 803,15
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	35 290,83	-	109 730,00	7 619,18	137 401,65
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>3 179 110,51</b>	<b>-</b>	<b>570 713,47</b>	<b>7 619,18</b>	<b>3 742 204,80</b>

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres statutaires	-	-	-	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres statutaires	-	-	-	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	-	-
Réserves pour projet de l'entité	1 944 312,58	486 972,67	-	-	2 431 285,25
dont Réserves pour investissements	-	-	-	-	-
dont Réserves de trésorerie	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Report à nouveau	712 534,43	-	-	-	712 534,43
Excédent ou déficit de l'exercice	486 972,67	486 972,67	460 983,47	-	460 983,47
Situation nette (sous-total)	-	-	-	-	-
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	35 290,83	-	109 730,00	7 619,18	137 401,65
Subventions d'équipement	-	-	-	-	-
dont Taxe d'apprentissage affectée aux	-	-	-	-	-
établissements scolaires	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>3 179 110,51</b>	<b>-</b>	<b>570 713,47</b>	<b>7 619,18</b>	<b>3 742 204,80</b>



TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal :				Montant global
Subventions affectées à des biens non renouvelables				
Subventions affectées à des biens renouvelables	89 237	109 730		198 967
TOTAL	89 237	109 730	-	198 967
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions affectées à des biens non renouvelables				-
Subventions affectées à des biens renouvelables	53 946	7 619		61 565
TOTAL	53 946	7 619	-	61 565

2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
SUBVENTION REGION-CONSTRUCTION 2009	75 953	30 037	3 228	26 809
SUBVENTION REGION-DEMOLITION 2009	13 284	5 253	565	4 689
SUBVENTION REGION-RENOVATION 23/04/2024	63 915	0	2 447	61 468
SUBVENTION REGION-SECURISATION 20/12/2023	45 815	0	1 380	44 435
...				0
Total	198 966,59	35 291	7 619,18	137 402

SAINT ANDRE DE CHOISY LE ROI

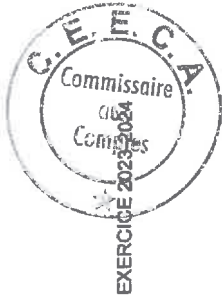


TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	655 736	-	201 066	454 670	-
	Pensions et obligations similaires	87 294	3 210			90 504
	Gros entretien	-				-
	Autres provisions pour charges	400 000				400 000
	<b>TOTAL</b>	<b>1 143 030</b>	<b>3 210</b>	<b>201 066</b>	<b>454 670</b>	<b>490 504</b>
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		3 210			
	financières					
	exceptionnelles			201 066	454 670	

SAINT ANDRE DE CHOISY LE ROI



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEBIES (TABLEAU IX)

FONDS DEBIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
...								
Contributions financières d'autres organismes								
Projet ou catégorie de projet 3								
Projet ou catégorie de projet 4								
...								
Ressources liées à la générosité du public								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
...								
TOTAL								

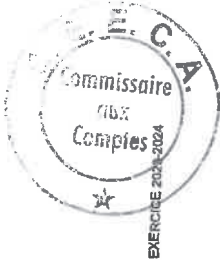
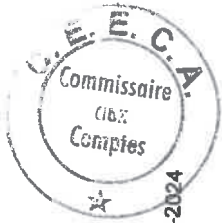


TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
TOTAL						

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements de l'exercice		Valeur nette
			cumulées	
TOTAL				



**TABEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)**

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	-	-
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	1 333 373	1 287 378
<i>dont forfait Etat</i>	472 561	466 877
<i>dont forfait Région</i>	271 114	267 032
<i>dont forfait Département</i>	409 600	396 506
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	180 098	156 963
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
<b>Sous-total concours publics</b>	<b>1 333 373</b>	<b>1 287 378</b>
Subventions État	-	-
Subventions Région	-	763
Subventions Département	3 938	3 281
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation	-	-
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus + ...)</i>	-	-
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>	-	-
Report de subventions	-	-
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>3 938</b>	<b>4 043</b>
<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>1 337 311</b>	<b>1 291 421</b>

SAINT ANDRE DE CHOISY LE ROI



EXERCICE 2023-2024